



Démocratisation

SITUATION ACTUELLE

La démocratisation de l'enseignement supérieur a régressé. Selon les données de l'OVE, les enfants de cadres et professions intellectuelles supérieures voient leur proportion augmenter (35 % en 2010 contre 32 % en 2006), alors qu'ils sont déjà surreprésentés dans la population étudiante par rapport à leur proportion

dans la population active, particulièrement en CPGE, dans les études de santé, dans les écoles d'ingénieurs ou de management. La part des étudiants issus de classes populaires est passée de 35 % en 2006 à 31 % en 2010.

Les étudiantes représentent 56 % des étudiants, mais la féminisation est très

inégaie selon les filières et le niveau d'études (71 % en LLSHS... et 27 % en école d'ingénieur).

La part de la formation continue diplômante régresse, les régions favorisant le financement de l'apprentissage au détriment de ces formations. ●

CRITIQUE

La réforme dite LMD a déstructuré les formations, rendant les filières illisibles, proposant de plus en plus une première année ne prenant pas en compte la diversité des étudiants accueillis et leurs attentes, concourant à accentuer l'hétérogénéité du niveau de connaissance des étudiants et, par suite, augmenter les problèmes pédagogiques pour garder le niveau d'exigence correspondant au diplôme. Elle a mis en concurrence les formations et les éta-

blissements, accroissant ainsi les inégalités territoriales. La semestrialisation, mise en place avec le LMD, s'est traduite par le morcellement des UE ou éléments d'UE et accroît les inégalités entre les étudiants capables de répondre et de s'adapter à ce morcellement) et ceux qui ne le sont pas, notamment les bas technos et pros. Cette situation est particulièrement grave, car pour augmenter le nombre d'étudiants et de diplômés de l'enseignement supérieur, il faut

pouvoir accroître le nombre de titulaires de baccalauréats technologiques et professionnels dans les universités. Aucun effort n'a été fait en direction des filles, notamment pour les encourager à aller vers les filières scientifiques. Enfin, les politiques de refus de visas et de conditions de ressources pour les étudiants étrangers ont écarté de nombreux étudiants en provenance notamment des pays francophones d'Afrique. ●

PROPOSITIONS

1. Aligner le montant du financement par étudiant de premier cycle à l'Université (bien inférieur aux 10 180 € correspondant au montant par étudiant en université tous cycles confondus en 2010) sur celui des CPGE publiques (15 240 € en 2010). Veiller à ce que l'ensemble des filières permette de former tous les étudiants. Mettre fin au morcellement des enseignements issu de la semestrialisation.

2. Permettre aux étudiants d'aller le plus loin possible dans leurs études, sans sélection à l'entrée des L1, et possibilité de poursuite jusqu'à la fin du Master pour les étudiants ayant réussi la licence (et les UE de M1), dans une mention correspondant à leur licence.

3. Attirer plus d'étudiants à l'université par un travail collaboratif avec les établissements de second degré et une politique d'accueil des étudiants étrangers permettant une prise en charge d'étudiants d'origine modeste.

4. Développer formation continue – au-delà du DIF – et VAE. Adapter les conditions de formation à la situation des salariés.

5. Consolider le maillage territorial des formations permettant les poursuites d'études. Il faut débattre de l'articulation des niveaux académique, régional et national : au niveau scientifique et pédagogique, pour ce qui concerne le maintien de filières à faibles effectifs

(développement de la connaissance, métiers rares...), la mise en place de passerelles ou les questions d'alternance / apprentissage ; au niveau institutionnel, les CRESER à créer, le rôle du CESER, le rôle du CNESER et du CSE..

6. Respecter le principe de gratuité de l'enseignement supérieur et enclencher immédiatement une réduction des frais d'inscription.

7. Créer une allocation d'autonomie pour tous les jeunes, construire et mettre aux normes des logements étudiants, faciliter l'accès aux soins pour permettre aux étudiants de poursuivre leurs études dans de bonnes conditions. ●